



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} juin 2015
Français
Original : anglais

Session de 2015

21 juillet 2014 – 22 juillet 2015

Point 5 c) de l'ordre du jour

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par la Convention of Independent Financial Advisors, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

À son treizième forum annuel, tenu à Monaco du 22 au 24 avril 2015, la Convention of Independent Financial Advisors a abordé le thème choisi pour la session de 2015 du Conseil économique et social, « Comment assurer la transition des objectifs du Millénaire pour le développement à ceux du développement durable ».

Les membres de la Convention ont entendu un exposé du Haut-Représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations, qui a déclaré que l'ONU était plus que jamais consciente que le financement du développement ne pouvait pas reposer uniquement sur le secteur public; qu'une collaboration avec le secteur privé dans le cadre du partenariat visant à promouvoir la croissance économique était la seule manière de parvenir à réduire la pauvreté, assurer l'éducation de tous, garantir une vie saine et de donner accès à l'énergie et à l'eau salubre, tout en ayant soin de préserver l'environnement; et qu'il incombait aux gouvernements de créer les conditions propices à ce que le secteur privé soit à même de créer de la richesse.

Le Directeur du Bureau de l'appui au Conseil économique et social et de la coordination, entité qui relève du Département des affaires économiques et sociales, a souligné l'importance des cinq piliers de la nouvelle stratégie en faveur des objectifs de développement durable et du programme de développement pour l'après-2015, à savoir l'ouverture, l'intégration, l'investissement, l'innovation et l'exécution. Il a également insisté sur le caractère essentiel d'une mise en œuvre efficace des nouveaux objectifs de développement durable grâce à une responsabilisation accrue au niveau international, à des examens par les pairs au niveau régional, à des données plus fiables et à de nouveaux modes de coopération avec les diverses parties concernées qui sont appelés à exercer une influence sur cette mise en œuvre.

Le Président du Forum de la jeunesse pour le dialogue et la coopération de la Conférence islamique a appelé l'attention sur l'importance des jeunes dans la mise en œuvre du programme pour l'après-2015. Actuellement, la jeune génération est victime de l'exclusion économique et sociale, du chômage élevé, de la discrimination et de la radicalisation, qui mènent trop souvent à l'extrémisme, au fondamentalisme et aux conflits. Pour que la jeunesse devienne un agent de transformation, nous devons traiter les causes profondes de ces problèmes.

La présentation d'un projet mené au Cameroun a montré de quelle manière les objectifs du Millénaire pour le développement avaient été mis en œuvre avec succès pour garantir l'accès à l'eau par l'intermédiaire d'un partenariat avec le secteur privé et la Convention of Independent Financial Advisors. Il a été précisé qu'avant l'établissement de tout partenariat il fallait impérativement que les activités menées avec les collectivités touchées pour lutter contre l'extrême pauvreté permettent de combler les lacunes en matière d'éducation de base, d'approvisionnement en eau, de sécurité alimentaire et d'énergie.

D'autres experts présents au Forum ont parlé de la question des inégalités économiques, qui compromettent gravement l'harmonie et le progrès sur le plan social, notamment en ce qui concerne l'accès aux soins de santé et le bénéfice d'une redistribution équitable des richesses, et qui prévalent trop souvent dans les pays en développement. La hausse des taxes et l'accroissement de la transparence des informations commerciales privilégiées font maintenant obstacle à de nouveaux

investissements dans les pays en développement, ce qui nuit en conséquence à l'innovation économique et à la concurrence sur les marchés. Les bulles spéculatives produites par l'impression excessive de devises approfondissent les inégalités et perpétuent la stagnation économique dans certains États, créent de l'insécurité sur les marchés et en matière d'investissement, et entraînent une déflation. Les membres de la Convention of Independent Financial Advisors ont reconnu qu'il faudrait promouvoir la participation d'un plus grand nombre de femmes dans le monde de la finance mondiale, de manière à œuvrer pour l'égalité entre les sexes et à faire en sorte qu'elles contribuent réellement au développement et à la croissance économiques.

En conclusion, les membres de la Convention of Independent Financial Advisors ont déclaré qu'il importait que les secteurs financier et privé contribuent activement aux prochaines conférences préparatoires des Nations Unies, telles que la conférence sur le financement du développement qui se tiendra bientôt à Addis-Abeba, de manière à renforcer leurs partenariats mondiaux avec le système. Les participants ont fait état de leur préoccupation quant au fait que la hausse actuelle des dettes et déficits publics, de même que les pratiques de taxation non contenue, affecteront les contributions des États Membres aux objectifs de développement durable et au programme de développement pour l'après-2015. Il a été recommandé que la société civile et le secteur privé continuent de faire preuve de vigilance en matière de discipline budgétaire, de responsabilité et de transparence pour ce qui concerne les politiques budgétaires nationales et mondiales et les politiques fiscales. Pourront ainsi être évitées des crises économiques à répétition qui compromettent la croissance et les progrès à l'échelle mondiale et la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Il convient de mettre l'accent sur les perspectives professionnelles des jeunes générations, en ayant à l'esprit que la création d'emplois est essentiellement le fait des secteurs financier et privé, tandis que les gouvernements doivent instaurer un climat favorable à l'investissement pour que soient réunies des conditions économiques propres à stimuler les initiatives en faveur de l'emploi.

Enfin, et surtout, un grand nombre des concepts financiers qui ont été présentés durant ce forum appellent une approche soucieuse de la diversité culturelle. Il est nécessaire de tenir un dialogue ouvert sur ces concepts divergents afin d'éviter les conflits d'ordre culturel et de promouvoir plutôt une culture de transparence et de responsabilité institutionnelles dans le monde entier.